

La voix de l'opposition de gauche

Le 6 avril 2018

CAUSERIE

Une contribution politique

Il est vrai qu'il arrive qu'on manque de rigueur, non pas parce que cela nous arrangerait, mais uniquement par manque de temps. Car de nombreux facteurs pour être abordés sérieusement nécessitent de longs développements, au lieu de déclarations lapidaires en guise d'explications, que seul son auteur est en mesure de comprendre, ce qui est gênant quand on se propose de partager ses idées.

J'ai eu l'occasion de brocarder les généralités faciles auxquelles recourent à tour de bras certains d'entre nous, qui en réalité ont été contredites par les faits sans qu'ils modifient leur discours. Ils s'en servent à la manière de connaissances qu'on a acquises ici ou là un jour et qui nous servent de points de repères, sans se donner la peine par la suite de les actualiser ou de vérifier qu'elles sont toujours valables.

Pour l'illustrer, j'ai relevé dans un blog les commentaires suivants qui démontrent que leurs auteurs ont été induits en erreur par des analyses à l'emporte-pièce, orientées ou peu sérieuses. Cela concerne le risque de troisième guerre mondiale, de préférence entre l'Otan et la Russie, mais pas seulement, plus généralement la stratégie de l'oligarchie dominante. Ces commentaires ont été rédigés suite à un article consacré à la "mobilité militaire" de l'Otan à travers l'UE.

- "Tout cela oui mais au profit du complexe militaro industriel US."

- "Il faut croire que l'UE (et les USA) ne se portent pas vraiment bien pour que les décideurs n'aient plus que l'horizon de la guerre contre la Russie pour remotiver les ardeurs pro-européennes et atlantistes des bas peuples."

Laissons de côté "l'horizon de la guerre contre la Russie" et intéressons-nous plutôt à la place du complexe militaro-industriel dans l'économie.

Immédiatement, on s'aperçoit que le rapport entre l'économie d'armement qui correspond proprement dites à la production d'armes ou au marché de l'armement mondial, et le reste de l'économie productive ou la production des marchandises (et services) autres que des armes, contredit l'affirmation selon laquelle l'économie d'armement serait le volant de l'économie mondiale ou qu'elle représenterait une part gigantesque de l'économie.

Pour en être convaincu, il suffisait simplement de comparer le PIB mondial qui dépasse les 71.000 milliards de dollars, et les quelques milliers de milliards de dollars que représentent la totalité des dépenses militaires mondiales, soit 2,5 % du produit intérieur brut mondial (en 2010).

Aux Etats-Unis, le budget de la Défense se situe aux alentours de 650 milliards de dollars, tandis que l'endettement des étudiants a atteint 1.000 milliards de dollars. Donc aussi colossales ou monstrueuses que nous paraît la part réservée à l'économie d'armement, il faut la ramener à sa juste proportion sous peine de partir dans des théories foireuses ou de raconter n'importe quoi. Que cette industrie dégage des profits énormes ou qu'elle gaspille des forces productives et en détruit dès que leurs produits se retrouvent sur les champs de bataille, c'est un fait qu'il faut

prendre en compte dans notre argumentation pour combattre les guerres impérialistes, mais cela n'en fait pas la première industrie mondiale.

Et puis, il ne faut pas confondre l'économie d'armement et l'économie de guerre. Pour illustrer ce propos, j'ai relevé rapidement quelques données que je vous soumetts.

Aux Etats-Unis.

De 1 300 000 salariés en 1989, le secteur est tombé à 547 400 à la fin de 2003. Au cours de la même période, le montant des acquisitions a été réduit de 30 % (seulement 70 milliards de dollars US en 2003) tandis que le nombre de militaires passait de 2,2 millions à 1,4 million.

En France.

Durant la Première Guerre mondiale, le nombre d'ouvriers dans l'industrie de l'armement passe de 50 000 en 1914 à 1 700 000 en 1918.

Après la Seconde Guerre mondiale, les emplois directs dans le secteur industriel de la défense ont culminé à 310 000 en 1982 et sont depuis en baisse constante. (Source : Wikipedia)

En 2013, les 100 principales entreprises productrices d'armement dans le monde ont affiché globalement un chiffre d'affaires de 395,5 milliards USD réalisés dans les contrats d'armement (sur un chiffre d'affaires total de 1 292,3 milliards USD).

Le Top 100 de l'année 2013 compte 46 firmes américaines, 24 de l'Union européenne et 30 sociétés établies dans le reste du monde (y compris les pays européens non membres de l'UE)

En 2011, avec une croissance quasi nulle par rapport à 2010, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 738 milliards de dollars, ce qui représente 2,5 % du produit intérieur brut mondial et environ 249 dollars par habitant. Les États-Unis comptent à eux seuls pour 40,9 % de ce total, suivis par la Chine qui représentent 8,2 % des dépenses mondiales. Bien qu'il soit difficile d'évaluer la valeur financière du commerce des armes, on peut estimer qu'il représente environ 0,3 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services.

Les transferts d'armes légères et de petit calibre, de leurs pièces détachées, accessoires et munitions, estimés à 8,5 milliards de dollars annuellement... grip.org

À travers le monde, 1 249 entreprises dans plus de 90 pays produisent des armes légères[Quand ?]. wikipedia.org

En 2004, le budget de la Défense (hors sécurité intérieure) représentait 3,3 % du PNB contre 6,5 % en 1984 (la France consacrait alors 4,2 % de son PNB à sa défense).

Le gigantisme du budget accordé au domaine de la Défense aux États-Unis (environ 1/5 du budget fédéral en 2005) leparisien.fr

Mon propos n'est évidemment pas de minimiser les dépenses d'armement ou la part que représente l'économie d'armement, mais de les remettre à leurs places.

Je me suis demandé pourquoi de nos jours nos gouvernants et leurs médias nous parlent quotidiennement de guerres, nous abreuvent avec leur propagande hystérique guerrière, de haine et de xénophobie débridée, alors qu'en réalité aucun ennemi, aucune guerre ne nous menace directement. Pour justifier des dépenses militaires croissantes, certes, pour agir sur la psychologie

des peuples, certes. On pourrait en rester à ces arguments qui ne sont pas erronés ou qui sont en partie justifiés, mais pour ma part, j'estime que le compte n'y est pas.

Ils voudraient nous faire croire que finalement rien n'aurait changé depuis l'époque de l'URSS, qu'on se retrouverait en présence des mêmes rapports qu'autrefois ou que le cours de la situation mondiale aurait évolué en empruntant une voie rectiligne, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Or, si on veut analyser la situation actuelle à partir des critères qui avaient cours dans le passé, on ne risque pas de s'en sortir ou on est bon pour croire n'importe quoi. Je pencherai pour une autre version, à savoir que depuis la crise du capitalisme de la fin des années 60 ou le début des années 70, ils ont modifié leur stratégie et ils se sont dotés petit à petit d'une panoplie d'instruments dans tous les domaines, afin de tenter de sauver la place hégémonique qu'ils occupent dans la société.

Certes, certes vous me direz, on le sait. Mais je n'en doute pas. Cependant je n'ai pas jamais dit qu'il voulait sauver à tout prix le capitalisme comme système économique, bien au contraire puisqu'il les embarrasse au plus haut point, et c'est bien parce qu'ils ne peuvent pas le bazarder du jour au lendemain qu'ils sont aussi hystériques. De ce point de vue là, le capitalisme tel qu'il structure encore les rapports entre les classes à travers le monde constitue pour eux la principale menace, et non Poutine ou Xi en tant que tels, sauf quand ils s'y identifient ou s'appuient sur ces rapports pour faire valoir leurs intérêts face aux Américains et ses vassaux. C'est marrant, on admet qu'il faut dépasser le capitalisme et passer au socialisme, mais on n'arrive pas à se faire à l'idée que notre ennemi se trouve confronté au même défi, et qu'il ne va pas rester les bras croisés en attendant sa chute.

Bien entendu, ils ne vont pas chanter sur tous les toits qu'ils savent que le système économique capitaliste est condamné, et que c'est la raison pour laquelle ils avancent plus ou moins masqués vers l'instauration d'un autre système économique qui présente la caractéristique d'être à la fois purement et simplement mafieux, et de reposer uniquement sur leur volonté d'assurer leur propre survie en tant que privilégiés, donc sans logique d'aucune sorte, sans aucune justification possible, autrement qu'en s'en remettant à des moyens dictatoriaux et en tenant des discours démagogiques usés jusqu'à la corde et que plus personne ne croit.

Ils ne peuvent pas afficher leurs réelles intentions même si elles transpirent de chacune de leurs mesures, mais là je doute qu'on en ait pris vraiment la mesure. Par exemple, on est convaincu à juste titre qu'ils veulent privatiser la SNCF, c'est là un objectif intermédiaire, mais certainement pas leur objectif final. Pour avoir un contrôle total sur l'ensemble de la société sans qu'il ne puisse jamais être remis en cause, il faut que tout ce qui peut se marchander tombe sous le coup de leur pouvoir, de sorte que chacun y soit soumis ou que personne ne puisse y échapper, donc puisse contester leur régime tyrannique, contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste où ses lois de fonctionnement alimentent en permanence la lutte de classe des exploités qui représente une menace constante sur leur domination de classe.

Leur premier objectif est de faire en sorte que nous n'ayons plus aucun droit d'aucune sorte, pour qu'ensuite livrés à leur bon vouloir ou ayant un pouvoir de vie ou de mort sur chacun d'entre nous, ils nous réservent le destin qui correspondrait à leurs intérêts, cela pouvant aller jusqu'à éliminer les pans de la population mondiale qu'ils estimeraient superflus ou inutiles, pourquoi pas, il semble bien qu'à au moins deux reprises ils aient agi de la sorte au XXe siècle, donc imaginer qu'ils ne seraient pas capables de définir une stratégie aussi sordide, ce serait sous-estimer leur détermination et leur instinct de survie.

Leur objectif final est de nous réduire en esclavage, et non de s'enrichir toujours plus comme on n'arrête pas de le répéter. D'ailleurs on peut observer qu'ils ne se contentent pas de s'enrichir toujours davantage, ils veulent absolument être aux commandes, contrôler ou détenir tous les rouages du pouvoir politique, toute la société doit leur manger dans la main.

Ils savent que la terre peuplée de 10, 15, 20 milliards d'habitants serait un enfer, y compris pour eux. J'ignore si ce cauchemar se réalisera un jour, en tout cas ce que je crois avoir compris, c'est qu'ils préféreraient s'en passer pour ne conserver que la population qui serait indispensable à leur propre épanouissement, et qui ainsi réduite au strict minimum pourrait s'épanouir à son tour tout en préservant les ressources de la planète, oui effectivement comme je l'ai lu quelque part, ils réaliseraient le socialisme... mais pour eux.

Si ce scénario est largement du domaine de l'utopie, il n'en demeure pas moins qu'ils s'y accrochent, parce qu'ils n'en ont pas trouvé d'autres pour sauver leurs peaux. Et puis, après tout, la civilisation humaine a sans cesse progressé au cours des derniers millénaires passés, alors pourquoi ne régresserait-elle pas durant les siècles à venir sans pour autant que le meilleur de ses réalisations ne disparaisse, en attendant de pouvoir en profiter sans modération ou en toute sérénité. En comparaison, de nos jours la vie des oligarques ne doit pas être une sinécure, tant ils sont haïs de par le monde et doivent peut-être se haïr eux-mêmes.

En attendant d'aborder la phase de réduction de la population mondiale des trois quart au moins ou davantage encore pour pouvoir couler enfin des jours paisibles, ils doivent commencer par la soumettre à un nouvel ordre mondial totalitaire, et les différents stades de développement économique auquel sont parvenus les différents pays dans le monde ne leur facilitent pas la tâche, car en dehors des Etats-Unis pratiquement aucun pays n'est parvenu à réduire à néant les droits sociaux et politiques des peuples, hormis peut-être ceux qui n'en ont jamais eu, dont l'Inde où je vis, ici la notion de droit est incongrue, inconnue.

Peut-être que mon analyse est en partie influencée par ce que je vis au quotidien, mais je ne le pense pas, parce que bien des peuples partagent déjà notre triste sort sur tous les continents, et si parmi eux figure le peuple américain, je me dis que ce n'est pas le produit du hasard, mais bien parce que c'est dans cette voie que s'oriente le monde dominé par l'oligarchie.

Maintenant, on s'aperçoit qu'un abîme sépare notre interprétation de la réalité ou notre analyse de l'évolution à venir de situation, avec celle d'un travailleur ou d'un militant en France qui va se battre pour une revendication démocratique bourgeoise, comme s'ils ne s'apercevaient pas que tout foutait le camp autour d'eux ou que le régime était devenu incompatible avec le progrès social ou toute expression de la démocratie, ce qui interdit du coup d'envisager d'inverser cette tendance, d'autant plus que les interprétations qu'on leur propose sont devenues obsolètes ou ne sont pas en phase avec la réalité. Les objectifs qu'on leur propose ou qu'ils se fixent correspondent à une époque révolue ; les capitalistes sont passés au stade supérieur et il faut impérativement en faire autant sous peine d'être inaudible et laminés. Macron peut parler de révolution, mais on s'en interdit, c'est un peu fort tout de même. Que fait Macron sinon une révolution néolibérale, c'est sa manière de poser la question du pouvoir pour le compte de l'oligarchie et de l'ordre mondial qu'elle veut instaurer, maintenant si on n'est pas capable de donner un nom à notre révolution ou de la caractériser parce qu'elle serait socialiste, c'est qu'on n'est pas capable d'assumer nos idées, alors qu'il faudrait poser la question du pouvoir, non pas qu'on envisagerait de la résoudre demain matin, mais pour comprendre qui le détient, pourquoi et comment pour consciemment pouvoir s'y attaquer et s'en emparer. Ils veulent nous soumettre en esclavage, et nous nous voulons conquérir notre émancipation, nous libérer du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous sommes face à la mise en place d'un régime bureaucratique totalitaire, cruelle, impitoyable qui broiera tous ceux qu'il estimera inutiles ou nuisibles aux intérêts de la caste de l'oligarchie.

Aujourd'hui aux Etats-Unis, les travailleurs qui manifestent pour faire valoir leurs droits font davantage face à des forces spéciales de l'armée qu'à de simples policiers, qui de leur côté ont le droit de tirer sur des citoyens désarmés et de les tuer en toute impunité, de préférence s'ils sont Afro-américains, les juges sont corrompus, le droit de se syndiquer est quasi hors la loi, tous les Américains sont sur écoute, surveillés, il leur est très difficile d'échapper aux marchés de

l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de la communication, du divertissement, etc. entre les mains de holdings qui littéralement les empoisonnent physiquement et mentalement, leur mode de vie et de pensée est si éloigné de l'idéal de liberté auquel nous aspirons, qu'il leur est devenu quasiment impossible de le concevoir, certains Américains vont jusqu'à comparer leur pays à un immense camp de concentration dans lequel chacun est davantage préoccupé par sa propre survie, rendant toute issue politique collective inaccessible tant la tâche à réaliser pour renverser le régime en place s'avèrerait titanesque, hors de portée, tant les contradictions dans la société sont poussées à l'extrême, à l'instar des inégalités sociales monstrueuses...

Ce modèle de société est devenu si oppressant que plus personne n'imagine en sortir un jour, et c'est bien là qu'ils veulent nous conduire aussi en France, en Europe. Ils veulent l'étendre ou l'imposer à l'humanité toute entière. On ne peut pas le combattre efficacement, si on n'a pas conscience de sa nature exacte, et que par conséquent il n'existe pas d'autre alternative que le liquider de fond en comble en recourant à une révolution.

Réformer le capitalisme, les capitalistes qui furent les premiers à savoir que ce serait impossible ou qui l'ont toujours su pour les plus avisés, était une cruelle illusion, tout comme s'y adapter pour tenter de s'en sortir individuellement. Du coup ils ont opté pour des moyens extrêmes pour atteindre des objectifs qui le sont tout autant. Et de notre côté, on rechigne à envisager de recourir à une révolution, parce qu'elle serait forcément violente du fait que la réaction déclencherait immédiatement une guerre civile qui remettrait en cause notre mode de vie ou notre petit confort individuel, en fait médiocre et répugnant, l'idée qu'une solution extrême s'impose face à une situation extrême effraie le petit bourgeois corrompu qui sommeille en nous.

Il est préférable de se dire que le capitalisme n'a pas changé pour ne pas avoir à l'affronter. On refuse d'admettre qu'on est en train de basculer dans un autre modèle de société, régi par d'autres lois et rapports que ceux qui lui étaient imposés par le capitalisme, tout en perpétuant le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dorénavant géré par une caste bureaucratique et encadré par un règlement de police qu'elle a conçue pour nous mater et nous maintenir en servage indéfiniment.

On a sous les yeux le modèle de société immonde mis en place aux Etats-Unis, mais on préfère les fermer, comme si cela pouvait nous sauver ou nous éviter de connaître le même sort, quelle naïveté ou manque de logique. J'y suis peut-être plus sensible parce que je vis en Inde. Personnellement, j'en suis pratiquement arrivé à me trouver bien uniquement quand je suis chez moi, alors que ce n'est pas dans ma nature, et je conçois très bien qu'il faille se forcer ou se faire violence pour combattre cette tendance qui aboutirait pour ainsi dire à se couper du reste de la société ou à mépriser tous ses membres sans distinction tant les rapports qui existent sont détestables, dépourvus des valeurs ou des principes qui nous animent, et si malgré tout je m'emploie à en détecter les traces infimes auxquelles je me raccroche, je doute que cela soit le cas de beaucoup de personnes, sachant que toute notion de conscience leur échappe, non mais sans exagérer, c'est effrayant quelque part, en Inde je n'ai jamais rencontré une personne qui serait animée de bonnes intentions et qui serait désintéressée, le reste étant à l'avenant en pire.

On se rassure comme l'on peut. Il est plus confortable de croire que la roue de l'histoire pourrait tourner à l'envers ou que des jours meilleurs ont existé autrefois sous les cieux du capitalisme, sans se demander pour qui de préférence, il ne vaut mieux pas et on aura deviné pourquoi. On refuse d'admettre que tout système à un début et une fin, on défie la dialectique, quelle prétention ridicule ! On nous a enseigné que le capitalisme ne pourrait pas disparaître de lui-même, ce qui était exact, et on a été jusqu'à croire que seuls les exploités s'en chargeraient, ce qui était erroné, les exploités pourraient s'en charger eux-mêmes.

Nous sommes venu au monde ou nous avons vécu lorsque le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme était parvenu à un certain stade d'évolution (caractériser par le passage au mode de production capitaliste), et nous n'avons pas pris conscience qu'il s'inscrivait dans le cadre d'un

processus dialectique qui se poursuivait ou qu'il en était le produit, ce qui ne fut pas fatal ou si grave que cela quand le rapport de force entre les classes était favorable à la classe ouvrière, mais risquait de le devenir quand ce rapport s'inverserait, et nous y sommes.

Il n'y a qu'un seul et unique facteur qui peut encore nous sauver aujourd'hui, c'est que le capitalisme n'a pas atteint le même degré de développement à travers le monde, ce qui crée une multitude de tensions et contradictions entre capitalistes ou impérialistes, qui retarde d'autant l'avènement de leur nouvel ordre mondial totalitaire. C'est la seule explication plausible que j'ai trouvée à la guerre à laquelle se livrent les principaux impérialistes, américain, russe, chinois, britannique, français, etc. Qui ne voit pas que l'oligarchie anglo-saxonne veut à tout prix et le plus rapidement possible, intégrer les pays de l'UE, la Russie et la Chine dans son modèle de société globale et tyrannique ou fasciste qu'on a nommé néolibéral.

Le capitalisme a dépassé le stade de la faillite sans qu'il ne s'effondre ou les engloutisse, et ils sont pressés de passer à l'étape suivante, parce que ce n'est pas le cas ailleurs qu'aux Etats-Unis. Cela signifie qu'il existe encore une fenêtre de tir pour l'abattre, à condition évidemment d'en avoir parfaitement conscience, et là la partie n'est pas gagnée d'avance, car il va falloir convaincre nos dirigeants de cesser de croire qu'on en serait encore au Capital de Marx et Engels, qui au lieu de nous aider à aller de l'avant nous tire en arrière ou plutôt l'usage qu'ils en font. L'économie mondiale est appelée à se caler ou à prendre pour modèle l'économie la plus développée, qui concentre au plus haut degré l'ensemble des contradictions du capitalisme, au point qu'elle a dû passer à un autre modèle de société ou système économique pour les contenir ou s'en émanciper. Car lorsqu'on use de son pouvoir ou qu'on s'autorise à fabriquer des dollars à hauteur du tiers ou plus du PIB mondial, on desserre l'étau qui menaçait de vous broyer, n'est-ce pas ? C'est aussi cela qu'il faudrait cesser de nier. Qu'on ne vienne pas me dire après que je n'apporte pas d'arguments pour étayer ma théorie, ce serait malhonnête.

Mais même face à l'évidence nos détracteurs veulent avoir le dernier mot. Que rétorquent-ils ? Je vous le donne en mille, mais alors pourquoi n'en fabriquent-ils pas davantage pour résoudre tous leurs problèmes. Mais qui vous a dit que cela les résoudrait, personne, il se pourrait même que cela les aggraverait. N'ont-ils pas ajouté de l'anarchie à l'anarchie qui régnait dans la production à l'échelle mondiale ? N'ont-ils pas déjà déstabilisé des régimes stables qui leur étaient acquis ? Etc.

A moins de leur prêter l'intention de vouloir faire le bonheur des peuples pour être tranquille, on atteint là le comble de la stupidité. Seul le leur compte, et leur problème c'est que justement il y a beaucoup trop de prétendants, plus de 7,4 milliards, vous imaginez, quelle horreur ! Tout se tient quand on y regarde de plus près, à condition de ne pas être myope ou de mauvaise foi.

On dit de la dialectique ou de la loi de la transformation de la quantité en qualité, que la décrire présente peu d'intérêts si on est incapable de déterminer à quel moment et comment s'effectue ce passage. S'agissant du capitalisme, on dispose de nombreux repères tout au long du XXe siècle pour en prendre conscience, pour ne pas remonter plus loin. La création de la Fed, le krach de 1929, les deux guerres mondiales qui donnèrent naissance à un tas d'institutions politiques ou financières internationales (ONU, FMI, Banque mondiale, etc), les accords de Bretton Woods, la fin de la conversion du dollar en or, l'euro et la BCE, la fabrication ex nihilo par la Fed de 20 à 30.000 milliards de dollars depuis 2008... L'oligarchie anglo-saxonne a assurément de la suite dans les idées, ce qui nous manque le plus, et là c'est aussi une certitude.

Tranquillement l'araignée tisse sa toile pour avaler sa proie une fois prisonnière, cela vaut pour Facebook et Cie.

Vous voyez que la dialectique est accessible à chacun, il n'y a que le dénouement qui est écrite nulle part, en tout cas ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'un système peut s'effondrer sur lui-même ou disparaîtra pour céder la place à un autre système et ainsi de suite.

On a dit du socialisme que ce n'était pas un système, je ne me souviens plus exactement pourquoi, peut-être parce que dès le départ il est voué à être remplacé par le communisme qui ouvrira la voie au règne de la liberté, ce qui signifie que le socialisme est destiné à préparer les conditions qui permettra d'en finir avec le règne de la nécessité au stade suivant, de sorte qu'il n'existe pas à proprement parler de rupture entre le socialisme et le communisme qui mènent à la liberté.

Mais bon, par commodité on peut l'appeler un système sans qu'on s'en offusque. Disons qu'en passant au socialisme on inaugurerait une ère nouvelle (de liberté) pour l'humanité toute entière dont les limites sont indéfinies, c'est peut-être cela qui le distingue d'un système qui fonctionne en circuit fermé.

Ce que j'ai voulu expliquer dans cet article, c'est qu'on ne pourra pas lutter pour notre émancipation en continuant d'avoir des illusions dans le capitalisme, même si ces illusions sont bien intentionnées, ce sont peut-être les pires qu'il nous faut aussi combattre.

Volontairement, je n'ai pas abordé la question du rôle des armes et de la guerre ainsi que ses conséquences sur les plans économique et politique.

Un régime totalitaire mondial, disions-nous. Une info qu'on avait loupée.

- Les Pays-Bas suppriment le référendum - ouest-france.fr 27.02.2018

Les députés néerlandais ont adopté par 76 voix contre 69, jeudi, un projet de loi qui prévoit la suppression du référendum consultatif. Jusqu'à maintenant, lorsqu'une pétition avait récolté plus de 300 000 signatures, le gouvernement se voyait contraint d'organiser un scrutin. Un référendum de ce type sur le pouvoir des services de renseignements est prévu le 21 mars. Ce pourrait bien être le dernier.

De 1952 à 2015, seuls deux référendums, dont celui qui a vu le rejet de la Constitution européenne en 2005, avaient été organisés aux Pays-Bas. Mais depuis peu, les consultations se multipliaient. En 2016, les Néerlandais ont dû répondre « oui » ou « non » à l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine. Et en mars, ils doivent se prononcer sur les pouvoirs accordés aux services des renseignements néerlandais.

Dans le cas du référendum sur l'Ukraine, le « non » l'avait emporté. Pendant des mois, le gouvernement néerlandais avait traîné le résultat comme un boulet, avant de décider de ne pas remettre en cause l'accord entre Bruxelles et Kiev. ouest-france.fr 27.02.2018

Commentaires d'internautes.

1- "Cette phrase de Jean-Claude Juncker résume la philosophie de la construction européenne.

Le 25 mai 2005, Jean-Claude Juncker déclare à propos des référendums :

« Si c'est oui, nous dirons donc : « on poursuit » ; si c'est non, nous dirons : « on continue ! »

https://www.lesechos.fr/26/05/2005/LesEchos/19421-008-ECH_juncker—si-c-est-non—nous-dirons—on-continue—.htm

2- "La "Déocratie" néerlandaise qui supprime le référendum, c'est bien ! La "Dictature" vénézuélienne qui organise des élections présidentielles, c'est mal !

Décrépitude des occidentalistes..."

3- "Il n'est pas nécessaire de supprimer les élections puisqu'elles ne servent à rien depuis qu'une gouvernance quasi totale des ex-nations d'Europe est opérée depuis Bruxelles. Au contraire, les élections servent de cache-misère à l'oligarchie qui prétend nous représenter. Les élections, tendanciellement, finiront par donner le pouvoir à des formations d'extrême-droite, prétendument contestataires de l'ordre établi, mais en réalité en parfait accord avec la soumission à laquelle nous sommes condamnés. Les extrême-droites européennes sont UE-compatibles. On en fera le constat tôt ou tard."

Mais elles le détiennent déjà le pouvoir."

4- "Pas besoin de supprimer les élections si le processus électoral a été correctement verrouillé en amont (choix des candidats, gestion des discours par les médias, et matraquage contre les partis 'populistes').

La démocratie est tolérée car elle n'est pas un frein à la tyrannie."

5- "Le parlement européen est un pur alibi démocratique : il n'est là que pour entériner les décisions de la Commission qui elle, mène le bal exécutif ET législatif.

Les députés européens sont des encartés de ce système fasciste.

Domage que les Européens ne s'intéressent pas plus à la structure et aux rôles des institutions européennes qui fonctionnent comme une nasse."

6- "Le Parlement européen avec deux lobbistes pour un eurodéputé est tout simplement de la corruption, rien de plus, rien de moins."

7- "Si on veut être réalistes, le «pire» est au pouvoir depuis plusieurs décennies déjà! "

8- "Être pour la démocratie aujourd'hui est considérée comme réactionnaire... tout le monde sait bien que « le peuple, ça n'existe pas » « c'est une construction »(entendu sur de nombreux médias français dernièrement).

Défendre le droit de vendre ses organes, de se prostituer ou de se détruire par la drogue... ça c'est progressiste; c'est individualiste et pas collectif, c'est bien; les Pays-Bas sont depuis longtemps un pays « à la page » de se côté là."

9- "Pourquoi les milieux non autorisés à penser, qui n'ont plus de doute sur la dimension démocratique du régime politique français actuel, n'arrivent pas à définir le nouveau régime qui s'est progressivement mis en place?

Est-ce que le peuple sait mais ne veut pas voir la réalité en face car elle est source d'angoisse?

Et si nous n'étions plus en démocratie?

Les milieux autorisés à penser vont utiliser tous les moyens qui sont les leurs (médias de masse) pour nous expliquer qu'il est IMPENSABLE (interdit de penser) que l'on ne soit pas en démocratie.

La prise de conscience en France est générale (je crois) mais personne ne dit ou ne sait comment faire pour renverser la situation. "

10- "De la V^e République, c'est l'élection présidentielle de 2017 qui a été entachée du plus d'irrégularités. Les institutions sont en faillite, l'exécutif s'illustre dans le reniement et l'improvisation, en conséquence de quoi le désordre s'installe.

Et pour parfaire le tableau, le gouvernement joue la montre à défaut de cultiver ses responsabilités.

Le peuple médusé – mais de moins en moins tout de même – assiste à une cacophonie devenue inaudible. Bien sûr que la prise de conscience est générale."

11- "La mondialisation sera une dictature ou ne sera pas."

12- "Néanmoins, au risque de décevoir beaucoup, il n'y a jamais eu en France et cela depuis au bas mot l'empire romain, de démocratie sur le territoire français, et ce que l'ont appelle "Démocratie" en réalité est au pire une oligarchie pseudo électorale, et au mieux une "Électocratie" représentative..."

13- "Il reste une solution :

L'Article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »"

On peut l'appeler ainsi

La presstitué, inutile de la présenter, vous l'avez tous reconnue.

Qui a dit ?

- "Avec plus de 500 milliards d'importations chinoises, la guerre commerciale avec la Chine était de toute façon perdue depuis longtemps."

Réponse : Trump dans un tweet.

Plouf !

Fake news d'Etat ou l'affaire Skripal (du 3 au 6 avril).

- Les experts militaires britanniques contredisent Theresa May - Réseau Voltaire 3 avril 2018

Le directeur du laboratoire militaire des Sciences et technologies de Porton Down, Gary Aitkenhead, a déclaré en son nom et au nom de ses collègues, le 3 avril 2018 sur Sky News, que ses services ont identifié la substance ayant atteint les Skripal comme provenant du programme Novichok, mais pas son origine.

« Nous avons été en mesure d'identifier cette substance en tant que Novichok et d'établir qu'il s'agissait d'un agent innervant de qualité militaire (...) Nous n'en avons pas établi la source exacte, mais nous avons fourni des rapports scientifiques au gouvernement, qui a ensuite eu recours à d'autres sources avant de tirer les conclusions dont on dispose aujourd'hui », a-t-il affirmé.

Seize jours plus tôt, le 19 mars, le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, avait prétendu à Zhanna Nemtsova sur Deutsche Welle avoir interrogé l'équipe de Porton Down qui lui aurait assuré sans l'ombre d'un doute la responsabilité de la Russie.

En 2003 déjà, lors de l'attaque anglo-saxonne de l'Iraq, les scientifiques militaires britanniques avaient dénoncé les falsifications de leur gouvernement. Alors que le Premier ministre d'alors Tony

Blair avait affirmé que ses experts avaient confirmé que Bagdad détenait d'importants stocks d'armes chimiques, un spécialiste de réputation mondiale, le docteur David Kelly, avait discrètement informé la BBC que ce n'était qu'une « Fake News ». Découvert par le MI6, il fut retrouvé mort. Une commission d'enquête, présidée par Lord Brian Hutton, conclut au suicide. Quatre ans plus tard, un député libéral, Norman Baker, publiait la vérité de ce meurtre d'État dans *The Strange Death of David Kelly*.

En apparaissant directement à l'écran, Gary Aitkenhead, a sauvé la paix et évité le pire. Réseau Voltaire 3 avril 2018

- Affaire Skripal: après l'OIAC, la Russie porte le dossier devant le Conseil de sécurité AFP 5 avril 2018

La Russie, qui n'est pas parvenue à convaincre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de l'inclure dans l'enquête sur l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal, porte jeudi le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'ambassadeur russe auprès des Nations unies, Vassily Nebenzia, a annoncé que la Russie avait demandé une réunion publique du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'affaire Skripal jeudi à 15h00 heure locale (19h00 GMT).

La Russie souhaite spécifiquement, a dit M. Nebenzia, que la réunion porte "sur la lettre de la Première ministre britannique Theresa May" accusant la Russie de l'empoisonnement de l'ex-espion Skripal et de sa fille Ioulia.

Moscou nie catégoriquement toute implication dans cette affaire et dénonce "une provocation" occidentale et "une campagne antirusse".

Le Conseil avait déjà tenu le 14 mars une réunion d'urgence sur ce dossier, cette fois à l'initiative du Royaume-Uni.

Devant l'OIAC, la Grande-Bretagne a maintenu mercredi ses accusations contre la Russie, qu'elle tient pour responsable de l'attaque commise à l'aide d'un agent neurotoxique le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Les représentants des 41 Etats membres du Conseil exécutif de l'OIAC étaient réunis à huis clos au siège de l'organisation à La Haye pour évoquer cette affaire qui est à l'origine des pires tensions Est-Ouest depuis la Guerre froide et d'une vague sans précédent d'expulsions croisées de diplomates.

Dans une ambiance tendue, la Russie, qui avait demandé la convocation de la réunion, n'a pas pu obtenir de l'OIAC qu'elle l'inclue dans l'enquête sur l'empoisonnement des Skripal.

L'ambassadeur russe auprès de l'OIAC, Alexandre Choulguine, avait proposé que la Russie mène une enquête conjointe avec la Grande-Bretagne, sous la médiation de l'OIAC.

Mais la proposition russe, présentée conjointement avec l'Iran et la Chine, a été qualifiée d'emblée de "perverse" et de "tentative de diversion" par la délégation britannique, et rejetée lors du vote de l'OIAC.

"Malheureusement, nous n'avons pas pu recueillir deux tiers des voix en faveur de cette motion. Une majorité qualifiée était nécessaire", a déclaré M. Choulguine lors d'une conférence de presse.

"Les masques sont tombés", a-t-il lancé, indiquant que Londres et Washington avaient voté contre la proposition russe ainsi que, "docilement et tenus par la discipline de l'UE et de l'Otan", les Etats membres de ces deux organisations et "quelques alliés des Etats-Unis en Asie".

"Il faut noter que 23 pays ont refusé de s'associer au point de vue occidental: soit ils ont voté pour notre projet, soit ils se sont abstenus", a souligné l'ambassadeur russe.

Des sources diplomatiques ont indiqué à l'AFP que six pays avaient voté en faveur de la proposition russe, 15 contre et que 17 s'étaient abstenus.

Quelques jours après l'empoisonnement, Theresa May l'avait attribué à Moscou, estimant qu'il s'agissait de "la seule explication plausible".

La Russie, qui clame son innocence depuis le début, s'estime renforcée par les déclarations du laboratoire spécialisé britannique qui a analysé la substance utilisée contre l'ex-espion.

Ce laboratoire situé à Porton Down, près de Salisbury, l'a identifiée comme étant du Novitchok, un agent innervant de type militaire de conception soviétique.

Mais il a reconnu ne pas avoir de preuve que la substance utilisée contre les Skripal ait été fabriquée en Russie, alors que le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson avait paru dire le contraire.

- "Grossièrement fabriquée" -

Le chef du renseignement extérieur russe Sergueï Narychkine a explicitement accusé mercredi les Occidentaux de manipulation, affirmant que l'affaire Skripal avait été "grossièrement fabriquée par les services spéciaux de Grande-Bretagne et des Etats-Unis".

Le chef du laboratoire chimique du ministère russe de la Défense, Igor Rybaltchenko, a affirmé, selon l'agence russe Interfax, que "n'importe quel laboratoire moderne" pouvait produire le type de substance utilisé.

"Il n'existe aucun marqueur unique qui permettrait de désigner un pays comme ayant préparé la substance utilisée", a-t-il assuré.

M. Poutine avait déjà relevé qu'une substance comme celle utilisée à Salisbury pouvait être fabriquée "dans une vingtaine de pays du monde". AFP 5 avril 2018

- «Il faut renvoyer Boris Johnson» pour son «mensonge» sur l'affaire Skripal - sputniknews.com 04.04

«Johnson a dit qu'il a personnellement parlé avec un homme de Porton Down, celui qui, en l'occurrence, est la personne qui a fait la déclaration du 3 avril. Alors, selon le ministre, cet expert lui a dit que la tentative était l'œuvre de la Russie et que personne d'autre n'avait pu le faire. Ce n'est pas seulement une erreur, c'est une tromperie, ce qui est encore pire», a fustigé Galloway, un ancien parlementaire britannique. sputniknews.com 04.04

- Washington rétropédale et propose à Moscou de remplacer les diplomates expulsés - sputniknews.com 04.04

Le département d'État a proposé à la Russie d'envoyer de nouveaux diplomates en remplacement des 60 diplomates expulsés, comptant sur la réciprocité de la part de Moscou eu égard aux diplomates américains. sputniknews.com 04.04

- Emmanuel Macron sera-t-il le dindon de la farce Skripal? sputniknews.com 04.04

Alors que cette affaire Skripal ressemble de plus en plus à un mensonge destiné à incriminer la Russie, la position du Président Macron et de Jean-Yves le Drian, le ministre des Affaires étrangères, est pour le moins embarrassante. 48 heures avant la réélection de Vladimir Poutine, le 16 mars, Emmanuel Macron affichait son soutien aux Britanniques et condamnait la Russie...

Je veux avoir un mot de solidarité pour nos amis britanniques. Tout porte à croire que le gouvernement russe est impliqué. Nous réaffirmons notre volonté commune d'interdire toute utilisation d'arme chimique. — Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron) 16 ????? 2018 ?.

?Le 19 mars, dans un entretien téléphonique pour présenter ses félicitations à Vladimir Poutine, le Président Macron en aurait profité pour demander à son homologue de

«faire toute la lumière sur les responsabilités liées à l'inacceptable attaque de Salisbury» et de «prendre en main fermement d'éventuels programmes qui n'auraient pas été déclarés à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques», alimentant la rhétorique de Londres. Deux jours plus tard, le 21, les Présidents Trump et Macron se mettaient d'accord pour demander officiellement des comptes à Moscou. En effet, d'après un résumé de leur appel,

«Les présidents ont réaffirmé leur solidarité avec le Royaume-Uni après l'utilisation par la Russie d'armes chimiques contre des individus sur le sol britannique et sont tombés d'accord sur la nécessité de prendre des mesures pour que Moscou rende des comptes.»

Le 23 mars, alors que des sanctions étaient envisagées par Londres, Emmanuel Macron déclarait:

«Tous ont convenu que conformément à l'évaluation britannique, il n'y a pas d'autre explication plausible que la responsabilité de la Russie.»

Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves le Drian semble ne pas être en reste dans l'expertise chimique lorsqu'il considéra que:

«Seuls les Russes savent faire le Novitchok, c'est pour cela qu'il n'y a pas d'autre explication plausible.»

Si Emmanuel Macron n'a pas encore réagi à ces nouvelles révélations provenant de Porton Down, il semble déjà avoir perdu une nouvelle occasion de ne pas détériorer plus avant les relations bilatérales entre la France et la Russie. sputniknews.com 04.04

- Fake news du Times.

- Affaire Skripal: L'agent innervant provenait d'une base russe. - Reuters 6 avril 2018

L'échantillon de l'agent neurotoxique de conception soviétique Novitchok utilisé pour empoisonner l'ancien agent double russe Sergueï Skripal et sa fille en Angleterre provenait d'un centre de recherche militaire dans le sud-ouest de la Russie, rapporte jeudi le Times. Reuters 6 avril 2018

Et d'où tient-il ce renseignement ? Des renseignements britanniques !

- Réincarnation. Seront-ils canonisés par le patriarche de l'église orthodoxe ou le pape ?

- Ioulia Skripal s'exprime pour la première fois depuis son empoisonnement - Reuters 5 avril 2018

Ioulia Skripal, empoisonnée par un gaz innervant il y a un mois avec son père Sergueï dans le sud de l'Angleterre, a diffusé jeudi une déclaration dans laquelle elle souligne le caractère "quelque peu déroutant de toute cette affaire".

"Je me suis réveillée il y a plus d'une semaine maintenant et je suis heureuse de dire que je reprends chaque jour des forces", dit la citoyenne russe de 33 ans dans ce communiqué diffusé en son nom par la police britannique.

"Je suis sûre que vous vous rendez compte que toute cette affaire est quelque peu déroutante et j'espère que vous respecterez ma vie privée et celle de ma famille pendant ma période de convalescence", ajoute-t-elle.

Les médecins craignaient que, s'ils survivaient à cette attaque, Sergueï et Ioulia Skripal ne présentent des lésions cérébrales irrémédiables.

Selon la télévision publique russe et l'agence de presse Interfax, Ioulia Skripal a téléphoné à sa cousine Viktoria en Russie et lui a assuré qu'elle se remettait, tout comme son père. Au cours de cette conversation téléphonique, Ioulia Skripal a dit à sa cousine qu'elle pensait pouvoir sortir bientôt de l'hôpital, précise la télévision russe qui ajoute toutefois ne pouvoir garantir l'authenticité de l'enregistrement fourni par Viktoria. Cette dernière a affirmé vouloir ramener Ioulia en Russie.

"Tout va bien, on se remet, tout le monde va mieux, tout le monde est vivant", déclare Ioulia dans cet enregistrement. Interrogée sur l'état de santé de son père, elle répond: "Tout va bien, il se repose en ce moment, il dort, la santé de tout le monde est bonne, personne n'a de problèmes qui ne peuvent être réglés. Je quitterai bientôt (l'hôpital)." Reuters 5 avril 2018

Fake news sur les « rebelles modérés » de la Ghouta en Syrie.

- Les « rebelles modérés » évacués de la Ghouta - Réseau Voltaire 4 avril 2018

Comment discerner un « rebelle modéré » (sic) de la Ghouta d'un habitant ? Il suffit de comparer la bonne santé et les vêtements des premiers avec l'amaigrissement et les loques des seconds.

L'Armée arabe syrienne vient de découvrir des stocks de nourriture et un hôpital très bien équipé à Irbine. Pourtant, l'Onu et les ONG humanitaires assuraient que le « régime » affamait la population et la privait de soins.

Un immense réseau de tunnels est mis à jour, dont un mega-corridor permettant de faire circuler des 4x4 et d'approvisionner les combattants, tandis qu'ils maintenaient les habitants en esclavage.

Alors que la presse occidentale assure que les familles qui ont été évacuées vers l'Émirat d'Idleb sont bien des « rebelles modérés », la plupart des combattants sont montés masqués dans les autobus mis à leur disposition. Lorsque certains sont apparus tête nue, ils ont été reconnus. Sur cette seconde photo : les deux personnages du premier plan apparaissent comme ceux qui arboraient les têtes de leurs victimes sur la première photo.

Reporters sans frontières professionnel & fake news made in USA.

- "La face cachée de Reporters sans frontières : De la CIA aux faucons du Pentagone" - Les Crises 04.04

Voici, détaillés dans ces pages, les fréquentations douteuses, les financements honteux, les hargnes sélectives, les indulgences infondées, les tentatives de dissimulations, les manipulations des chiffres, les mensonges réitérés de Reporters sans frontières, le tout au service d'une cause

sans rapport avec les objectifs affichés. Observons son ardeur au travail contre les pays pauvres que l'Occident veut soumettre et son silence face aux concentrations économiques dans les médias des pays riches. Notons sa mansuétude envers les « bavures » de l'US Army, ses « oublis » dans la comptabilisation de journalistes qui en sont victimes.

Ce livre dévoile les paravents de la CIA qui alimentent RSF en dollars: le Center for a Free Cuba et la National Endowment for Democracy (NED) via l'United States Agency for International Development (USAID).

Et il n'y a pas qu'eux: l'Open Society Institute du milliardaire et magnat international de la presse George Soros, ami personnel de Bush, qui s'agite partout où peut être mis en place un gouvernement pro-étatsunien, fait partie aussi des généreux financiers de RSF.

Alors, RSF ??? Association humanitaire ou bras médiatique européen de la CIA et des faucons du Pentagone ?

Critique de Maurice Lemoine sur le site du Monde diplomatique :

Question : « Quel besoin avait le président Hugo Chávez d'engager une réforme de la Constitution (...) au risque d'aggraver encore un peu plus les divisions et la polarisation entre les citoyens de son pays ? » Autre question : quelle est la légitimité de Reporters sans frontières (RSF), organisation théoriquement destinée à la défense des journalistes, pour, dans un communiqué du 28 novembre 2007, poser... ce type de question ? Et pourquoi tant de mensonges, systématiques et effrontés, dès qu'est évoquée la situation au Venezuela ? Cet ouvrage apporte quelques éléments de compréhension. Fréquentations douteuses (extrémistes cubains de Miami), financements très politiques (en provenance de Washington), hargnes sélectives (contre La Havane ou Caracas...), modération remarquée (dans la dénonciation des « bavures » de l'armée américaine contre les journalistes), désintérêt patent (quant à la censure des médias par l'argent) y sont amplement détaillés. D'où une dernière question : RSF n'aurait-il pas tendance à reproduire, voire à anticiper, les opinions émanant du département d'Etat américain ? Les Crises 04.04

Commentaires d'internautes.

1- "RSF en diseur de vérité c'est un peu comme la mafia luxembourgeoise en régulateur bancaire, le symptôme de l'inversement complet du sens et des valeurs. Heureusement il n'y aura bientôt plus qu'eux pour croire à leur propres mensonges et se décerner les bons points vérité certifiée."

2- "Bref, pour croire que tout ça est couvert de bonnes intentions, il faut avoir largement dépassé le stade de la naïveté. Pas facile de préparer le ministère de la pensée unique !"

3- "Avoir confiance en Google, Facebook ou Microsoft. Pourquoi pas en Monsanto, Goldman Sachs, Walmart, Xe, Carlyle ou Lookeed pendant qu'on y est?"

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation à la SNCF.

- Grève SNCF : comme un début d'inquiétude au gouvernement - LeParisien.fr 04.04

Y aurait-il de la fébrilité dans l'air ? Mercredi après-midi, Edouard Philippe a décidé de reporter son déplacement prévu ce week-end au Mali pour rester à Paris. LeParisien.fr 04.04

- Plusieurs centaines de manifestants pour la défense des cheminots - AFP 03/04/2018

Plusieurs centaines de personnes ont défilé mardi à Paris mais aussi dans plusieurs villes en soutien aux cheminots, au premier jour d'une grève au long cours contre la réforme de la SNCF, ont constaté des journalistes de l'AFP.

A Paris, les manifestants, en majorité des cheminots de SUD-Rail et de FO, mais aussi des étudiants, des agents hospitaliers, des enseignants et des salariés d'Air France, sont partis peu après 15H00 de la gare de l'Est en direction de la gare Saint-Lazare, sur fond de fumigènes, pétards et sirènes.

"Cheminots en colère, on va pas se laisser faire", scandait SUD-Rail au micro. Parmi les slogans: "A ceux qui veulent privatiser le rail, la rue répond: résistance" ou "cheminots, usagers, solidarité". Une banderole de FO cheminots proclamait: "Non à la casse sociale ! Non à la casse du ferroviaire ! Résister, revendiquer, gagner !"

La solidarité entre cheminots et étudiants s'est manifestée aussi à Lille où 300 personnes se sont rassemblées, à Tours (500) et à Bordeaux (environ 200).

"Gares et facultés, défendons le service public", pouvait-on lire sur une banderole à Bordeaux, tandis qu'à Lille, les manifestants scandaient: "C'est tout le monde qui déteste Guillaume Pépy", "Etudiants, cheminots, c'est tous ensemble qu'on va gagner!". AFP 03/04/2018

- SNCF: une cagnotte de soutien aux grévistes dépasse 220.000 euros AFP 04/04/2018

Une "cagnotte" de soutien aux cheminots en grève, lancée le 23 mars par une trentaine d'écrivains, réalisateurs ou encore universitaires, avait franchi la barre des 220.000 euros, mercredi en début de soirée.

A 18H30, la somme affichée sur le site dépassait 200.000 euros collectés, avec plus de 6.500 contributeurs.

A titre de comparaison, la "caisse de grève" lancée par SUD-rail (3e syndicat à la SNCF) contenait près de 20.000 euros à la même heure, avec environ 470 participants.

"Nous avons de la sympathie pour les cheminots grévistes", ont écrit en mars, sur un blog de Mediapart, les fondateurs de la cagnotte, parmi lesquels figurent les écrivains Laurent Binet, Didier Daeninckx et Annie Ernaux, les philosophes Bernard Stiegler et Étienne Balibar, ou encore le réalisateur Robert Guédiguian.

"Ils défendent un de nos biens communs, une entreprise de service public que le gouvernement cherche à transformer en +société anonyme+", ont-ils écrit, en soulignant que "les journées de grève coûtent et que pour le succès de leurs revendications, il importe que le mouvement puisse durer". AFP 04/04/2018

- Les syndicats de la SNCF dénoncent une "mascarade" après une réunion de 6 heures avec le ministre... - Le HuffPost 6 avril 2018

A l'issue de leur première réunion de concertation avec le gouvernement depuis le lancement de la grève de deux jours sur cinq contre la réforme du rail, les syndicats de la SNCF ont dénoncé jeudi 5 avril au soir "une mascarade" et promettent de nouveau une grève longue.

"C'est une véritable mascarade" avec "un gouvernement qui brode", qui "n'a pas de propositions et qui ne règle pas les problèmes", donc "la grève se poursuit", a déclaré Laurent Brun, secrétaire

général de la CGT Cheminots, "extrêmement déçu et mécontent" car "les revendications des cheminots n'ont pas été entendues". "Le gouvernement avance à marche forcée pour tenter de nous asphyxier. On est dans une situation où le mouvement social risque bien de se durcir", a estimé Roger Dillenseger de l'Unsa.

Quant aux transferts des agents, "une partie des agents seront transférés d'office, l'autre partie sera appelée à être volontaire et s'il n'y a pas assez de volontaires, ils seront également transférés d'office", a ajouté M. Brun.

"Il va falloir renforcer, amplifier, durcir"

"Hélas, les cheminots vont devoir se mobiliser dimanche et lundi (...) Nous sommes partis sur un conflit qui risque de durer si le gouvernement ne revoit pas sa méthode", a prévenu Didier Aubert de la CFDT.

Pour SUD Rail, "il va falloir renforcer, amplifier, durcir" la grève pour "faire plier" le gouvernement et "arriver au bout des revendications". Le débat sera "posé dans les assemblée générales" afin de voir "comment organiser le mouvement pour être entendu", a indiqué Eric Santinelli.

Lors des deux premiers jours de la grève par épisode, mardi et mercredi, le trafic ferroviaire a été très perturbé, avant de reprendre jeudi. La deuxième séquence va débuter samedi à 20 heures pour s'achever mardi à 07 heures 55.

Côté politique, le député insoumis François Ruffin a proposé une "grande manifestation nationale commune le 5 mai" et le président du groupe LFI à l'Assemblée, Jean-Luc Mélenchon, a appelé à une manifestation commune "anti-Macron", à Marseille, le 14 avril. Le HuffPost avec AFP 6 avril 2018

Éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

- *"Le gouvernement doit céder : retrait du plan Macron-Spinetta !"*

LVOG - Non : Retrait du plan Macron-Spinetta ou Macron dégage !

- Les syndicats sont dépassés et désertés, qu'il faudrait remplacer par d'autres formes ? Les événements montrent que le mouvement vers la grève se confond avec le mouvement vers les organisations syndicales, instruments de l'action.

LVOG - ... et de la trahison ! On se serait passé de ce paragraphe.

On aurait pu se contenter du constat que *"les fédérations de cheminots CGT, FO et SUD exigent clairement le retrait du projet Macron-Spinetta !"*

Bref, toute perspective politique a disparu... D'ailleurs la *"politique de concertation"* *"ne sert (pas) que le gouvernement"*, mais les capitalistes qui veulent s'approprier la SNCF et qu'il faut exproprier...

Discussion entre cheminots dans La tribune des travailleurs (POID)

S'"il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement", et si *"c'est vraiment la bataille majeure dans laquelle on ne peut pas reculer"*, et si Macron refuse de *"reculer"*, il doit déguer, à moins qu'il licencie ou dissolve l'ensemble des cheminots !

Je suis loin de la France et sans correspondant, donc je navigue à vue en fonction de ce que je lis et de ma propre expérience. J'ai appris à me méfier des déclarations tonitruantes et des appréciations faussement optimistes ou exagérées.

Il y a un truc que je ne comprends pas, on n'arrête pas de nous dire que les travailleurs n'en peuvent plus, que Macron est honni, qu'il ne cèdera pas, et voilà qu'on se contente de vouloir le faire reculer... Cela fait penser à ceux qui vous promettent monts et merveilles avant des élections, et qui lorsqu'ils sont au pouvoir se contentent d'abroger une loi marginale en conservant toutes les lois anti-ouvrières adoptées précédemment, bref, la vie continue comme avant sous la Ve République.

Est-ce cela l'avant-garde ? J'avais cru qu'elle s'inspirait des travailleurs les plus avancés pour les recruter...

Numéro de prestidigitation d'un fakir.

- Ruffin (LFI) propose une "grande manifestation nationale commune le 5 mai" - AFP 5 avril 2018

Le député LFI François Ruffin a proposé mercredi l'organisation d'"une grande manifestation nationale commune le samedi 5 mai", lors d'une "assemblée générale" publique en présence de plusieurs centaines de personnes, dont des cheminots, des étudiants et personnel médical en grève.

"Je propose le samedi 5 mai" pour "une grande manifestation nationale commune", a lancé M. Ruffin lors d'un rassemblement dont il avait eu l'initiative à la Bourse du Travail à Paris devant la multiplication des mouvements sociaux.

Dans le mois qui vient, le député de la Somme souhaite que se créent partout en France "des comités du 5 mai" pour qu'"on arrive à se rassembler, pour un grand mouvement tous ensemble".

"La plus grosse question, c'est: qu'est-ce qu'on fait le 5 mai au soir? Il faut une inversion du rapport de force, que la peur change de camp, que le 5 mai au soir soit le point de départ" du changement de la politique sociale et économique qu'il appelle de ses vœux, a ajouté le réalisateur de Merci, Patron!, l'un des initiateurs du mouvement de La Nuit Debout en 2016.

"On n'est pas là pour refaire Nuit Debout", a toutefois prévenu de son côté le philosophe Frédéric Lordon, échaudé par l'échec du mouvement spontané né en réaction à la loi El Khomri mais qui n'avait pas connu de débouchés politiques. "Si l'offensive est générale, nous voulons le débordement général. Il faut dire à tous ceux qui se sentent dans le malheur qu'il y a une issue. Luttons, luttons, c'est le moment", a lancé ce membre des Economistes atterrés.

Écrivant sur sa page Facebook vendredi dernier, M. Ruffin avait souligné: "C'est le printemps, ça bourgeonne ici et là. À la fac de Toulouse, de Montpellier, dans les hôpitaux, dans les Ehpad, et dans les gares, bien sûr", écrivait-il en allusion aux grèves actuelles. "Alors est-ce qu'on pourrait essayer quelque chose ? Est-ce qu'on pourrait tenter que les petits ruisseaux de colères fassent une grosse rivière d'espérance ? Est-ce qu'on pourrait aider à ce qu'un truc se passe, un truc, juste un truc, un truc qui nous fasse respirer, un truc qui soulève la chape de plomb de la résignation ?"

A son appel plusieurs centaines de personnes se massaient dans la Bourse du travail mercredi soir, au son d'une fanfare. Plusieurs centaines d'autres avaient dû rester à l'extérieur, faute de place.

"Il faut essayer quelque chose", "appeler à la convergence des luttes, qui est une condition nécessaire mais insuffisante", a-t-il lancé à un public enthousiaste, qui applaudissait et tapait du pied, il faut faire "la fête à Macron".

Plusieurs représentants de salariés ou étudiants en grève ont également pris la parole. Une étudiante de Tolbiac est venue expliquer son opposition à la "sélection catastrophique" à l'université, en termes d'"inégalité sociale, économique et géographique"; un cheminot "en colère" promettre que la lutte contre la réforme de la SNCF allait "s'accroître"; un médecin et une infirmière affirmer que "le gouvernement organise le déficit des hôpitaux"; un employé de Carrefour qu'"on crée la précarité" dans son entreprise... huffingtonpost.fr et AFP 5 avril 2018

En complément

Quelles sont les facs mobilisées ? - Liberation.fr 5 avril 2018

Ce sont désormais une vingtaine de villes qui sont concernées par des mobilisations ou des blocages organisés contre la réforme de l'université. A la revendication initiale s'ajoute la colère des étudiants et étudiantes contre la répression, dans un contexte marqué par les violences survenues à la faculté de droit de Montpellier. Liberation.fr 5 avril 2018

Conflit salarial à Air France: 4 grèves supplémentaires en avril - AFP 04/04/2018

Le conflit salarial à Air France s'est encore durci mercredi après l'annonce, par dix syndicats de tous métiers, de quatre journées de grève supplémentaires, les 17 et 18 avril puis les 23 et 24 avril. AFP 04/04/2018

Illégitime !

- Révision des institutions: le scénario retenu par l'exécutif - AFP 04/04/2018

Le Premier ministre Édouard Philippe a dévoilé mercredi la vaste réforme des institutions, promise par Emmanuel Macron, dont voici les principales mesures:

30% DE PARLEMENTAIRES EN MOINS

En campagne puis devant le Congrès, Emmanuel Macron avait promis de réduire d'environ un tiers le nombre de députés (577) et de sénateurs (348), mais avec plus de moyens pour travailler.

Ce sera 30% en moins dans chaque chambre, a annoncé le Premier ministre. Le nombre de députés sera ramené à 404 et le nombre de sénateurs à 244 lors des prochaines élections.

15% DE PROPORTIONNELLE

La "dose" de députés élus à la proportionnelle, promise par Emmanuel Macron, est finalement de 15%. Pour le chef de l'État est de permettre à "toutes les sensibilités" d'être "justement représentées". Les Français y sont aussi majoritairement favorables, selon les sondages.

Sur la dose de proportionnelle, plusieurs questions demeurent: listes nationales, régionales ou panachages pour la proportionnelle, quel redécoupage des circonscriptions, etc.

CUMUL DANS LE TEMPS LIMITÉ

Le nombre de mandats identiques, complets et consécutifs sera limité à trois pour les parlementaires et présidents d'exécutifs locaux. La date d'entrée en vigueur n'a pas été annoncée mais cette disposition pourrait ne s'appliquer qu'aux prochains élus.

Les maires des communes de moins de 9.000 habitants n'y seront pas soumis. Sans doute pour satisfaire le Sénat, dont les maires constituent le gros des électeurs, cette exception a été étendue. Elle concernait initialement les communes de moins de 3.500 habitants.

CORSE

Une référence explicite à la Corse sera inscrite dans la Constitution. Il s'agit d'une des rares revendications nationalistes retenues par Emmanuel Macron lors de sa visite en Corse début février.

DIFFÉRENCIATION DES TERRITOIRES

Les collectivités locales de métropole et d'outre-mer pourront "adapter les règles qui régissent leurs domaines de compétence à la réalité de leur territoire". Un "pacte girondin" mais aussi "un gage d'efficacité et une façon de réformer sans céder à l'esprit de système", pour le Premier ministre.

JUSTICE, CESE

Les pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature seront renforcés pour la nomination et l'exercice du pouvoir disciplinaire des magistrats du parquet.

La Cour de Justice de la République, chargée de juger les ministres, sera supprimée et les membres du gouvernement jugés par la Cour d'appel de Paris, mais avec un "filtre" pour que "la responsabilité pénale des ministres ne soit engagée qu'à bon escient".

Les anciens présidents de la République ne siégeront plus au Conseil constitutionnel.

Le Conseil économique, social et environnemental, actuellement doté de 233 membres, sera "réduit de moitié", pour devenir "une chambre de la société civile", chargée de d'organiser des consultations de citoyens et d'experts sur les "projets d'avenir".

FABRIQUE DE LA LOI

Au nom de l'"efficacité", la procédure va connaître plusieurs changements pour accélérer les débats. Le "contingentement" des amendements, chiffon rouge, a été abandonné, mais reste un mécanisme pour les limiter. Parmi d'autres modifications, le calendrier budgétaire de l'automne sera réduit à 50 jours, contre 70. En contrepartie, le Parlement verrait ses pouvoirs d'évaluation et de contrôle renforcés.

CLIMAT

L'impératif de lutte contre le changement climatique, "défi majeur du siècle", sera inscrit à l'article 34 de la Constitution, qui fixe le domaine de la loi.

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Si le Conseil d'État juge nécessaire "un fondement constitutionnel", le Service National Universel figurera aussi à l'article 34. AFP 04/04/2018

ACTUALITE EN TITRES

- Hommage à Paris aux 510 "morts de la rue" en 2017 - AFP 04/04/2018

Cristina, six semaines, morte en février à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), André, 76 ans, mort en août à Toulon... Au moins 510 personnes sans-abri sont mortes en 2017, selon le collectif Les Morts de la rue, qui leur a rendu hommage mercredi. AFP 04/04/2018

- Stationnement payant pour motos et scooters: une première qui passe mal - AFP 03/04/2018

Une mesure "déplorable" pour se faire "de l'argent facile": le stationnement est désormais payant pour les scooters et motos dans deux communes du Val-de-Marne, une première en France qui mécontente les conducteurs de deux-roues.

A Charenton-le-Pont et Vincennes, le coût du stationnement pour les motos et scooters a été fixé à environ un tiers de celui des voitures, "proportionnel" à la taille d'un emplacement deux-roues par rapport à un emplacement voitures. Face aux critiques, les mairies de Charenton (30.000 habitants) et de Vincennes (50.000 habitants) le répètent, il ne s'agit pas d'une mesure anti-deux-roues, ni de de fiscalité, mais bien d'"équité" : "il n'y a pas de raison qu'ils soient les seuls à ne pas payer", estime-t-on à la mairie (UDI) de Vincennes.

Face à l'occupation croissante de l'espace public par des deux-roues de plus en plus nombreux, "c'est tout à fait légitime et équitable qu'ils participent, modestement", ajoute le maire LR de Charenton, Hervé Gicquel. AFP 03/04/2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- Le Royaume-Uni se dote d'une base militaire permanente à Bahreïn - Reuters

Le Royaume-Uni a inauguré jeudi une base militaire permanente au royaume de Bahreïn, rapporte l'agence de presse bahreïnie BNA. Reuters

Etats-Unis

- Frontière mexicaine-Trump veut 2.000-4.000 membres de la Garde nationale - Reuters

Brésil

- Brésil: Un juge ordonne l'incarcération de l'ex-président Lula - Reuters

Le juge brésilien Sergio Moro a ordonné jeudi l'incarcération de l'ex-président Luis Inacio "Lula" da Silva, condamné à 12 ans de réclusion pour corruption, et lui a donné jusqu'à vendredi 17h00 locales pour se présenter de lui-même à la police. Reuters

Corée du Sud

- Corée du Sud: l'ex-présidente Park condamnée à 24 ans de prison - AFP

L'ex-présidente sud-coréenne Park Geun-hye a été condamnée vendredi à 24 années de prison pour son rôle dans le retentissant scandale de corruption qui avait précipité sa disgrâce l'année dernière. AFP

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: Le procès de Zuma repoussé au 8 juin - Reuters

L'ancien président sud-africain Jacob Zuma répondra le 8 juin d'accusations de corruption lors de la signature d'un contrat de vente d'armes d'un montant de 2,5 milliards de dollars (2 milliards d'euros) à la fin des années 1990, a décidé vendredi. Reuters

Malaisie

- Malaisie: dissolution du Parlement pour des législatives anticipées - AFP

Le Premier ministre malaisien, Najib Razak, a annoncé vendredi la dissolution du Parlement en vue d'élections législatives qui s'annoncent difficiles pour le chef du gouvernement, éclaboussé par un scandale financier et défié par son ancien mentor, le charismatique Mahathir Mohamad. AFP